



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

6^e ANNEE N° 228
JEUDI 2 MAI 1974

Le 5 et le 19 Mai

ABSTENEZ-VOUS !

Le 5 mai comme le 19 mai, refusez les urnes de la bourgeoisie, **abstenez-vous.**

Abstenez-vous pour manifester votre refus de la duperie d'élections qui ne servent qu'à faire « approuver » par le peuple le représentant de la bourgeoisie, à lui faire entériner la désignation du chef de file de ses exploiters capitalistes.

S'abstenir lors du prochain scrutin c'est manifester une haute conscience de classe prolétarienne, c'est comprendre que la lutte dans notre pays ne passe pas entre « gauche » et droite mais entre prolétariat, masses populaires et bourgeoisie, c'est refuser de servir de caution à la bourgeoisie qu'elle s'appelle Giscard, Chaban ou Mitterrand.

Et surtout s'abstenir les 5 et 19 mai c'est refuser de tomber dans le piège révisionniste et trotskyste, pour les travailleurs révolutionnaires.

Les dirigeants du PCF comme ceux des diverses sectes trotskystes, ces derniers avec une phraséologie « révolutionnaire » essaient de racoler des voix pour Mitterrand au nom de la politique ultra-opportuniste dite du « moindre mal », loin de favoriser la lutte de masse révolutionnaire, cette tactique aboutit à une plus grande division, ainsi qu'à la perpétuation des illusions sur le « passage pacifique ».

Il n'est qu'une voie : celle de la révolution prolétarienne. Qui ne se bat pour que triomphe l'idée de sa nécessité, se bat pour la bourgeoisie. Qui parle de révolution mais vise, comme Krivine ou Laguiller, à mettre le prolétariat à la remorque de la bourgeoisie agit comme le pire ennemi de la classe ouvrière et du peuple de notre pays.

D'ores et déjà le développement du courant anti-électorale et anti-Mitterrand affole ces agents de la bourgeoisie dans les rangs des ouvriers et du peuple travailleur. Se servant mutuellement, ils déploient vastes efforts pour étouffer la voix du prolétariat révolutionnaire. Comme le « Centre d'Information civique », organisme officiel de propagande électorale, ils luttent contre l'abstention. Car c'est l'abstention que craint le plus la classe dominante à l'époque actuelle. Regardez le poids de l'abstention de masse lors du dernier référendum sur l'Europe, nul ne s'y trompe dans les rangs du pouvoir, c'était bien un désaveu du régime. Que demain, lors des présidentielles comme des futures législatives, le courant abstentionniste se développe et s'amplifie, cela aura une signification autrement importante car cela signifiera : « je refuse de voter pour un quelconque représentant de la bourgeoisie. La seule solution pour renverser ce système capitaliste c'est entre les mains de la classe ouvrière et des autres travailleurs qu'elle se trouve, dans les usines, les campagnes, les diverses entreprises, les écoles, dans les casernes, et dans la rue : là se situe le seul vrai combat à mener pour le prix du pouvoir contre la bourgeoisie. »

NI " MAJORITÉ " NI PROGRAMME COMMUN !

Qui est Giscard d'Estaing ?

Derrière le masque « libéral de Chaban-Delmas

Royer : un fascisme sans fards

p. 2

Mitterrand • Un représentant typique de la bourgeoisie capitularde

p. 4

• Chantre du programme anti-populaire

p. 5

Les révisionnistes et les présidentielles : une politique réactionnaire au service du social-impérialisme

p. 8

REFUSONS LES URNES DE LA BOURGEOISIE DÉVELOPPONS L'ACTION POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE ET LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

GISCARD D'ESTAING

Depuis qu'il est entré, voici quelque vingt années, « au service de l'Etat » (comme l'on dit dans le milieu des politiciens bourgeois), Valéry Giscard d'Estaing n'a jamais caché son ambition de devenir président de la République. Et si les historiographes de la Cinquième le dépeignent sous des traits divers, ils lui reconnaissent tous, du moins, de la constance dans ses ambitions. Quel est donc cet homme « qui croit plus à sa carrière qu'à sa mission », selon le mot de Bassi, journaliste au « Figaro », qui est « ce petit misérable », ce « traître », comme l'appelait de Gaulle en privé ?

Giscard est un homme bien né.

Ordre et paix sociale

Dans l'éditorial du « Provençal » du 25 avril, dont il est propriétaire, Defferre écrit :

« Si François Mitterrand l'emporte, l'ordre républicain, la paix sociale, seront assurés, les finances publiques, la monnaie, seront défendues, l'économie se développera sans à coups ».

Ce qui est clair veut dire que si nécessaire les « socialistes » n'hésiteront pas à envoyer les C.R.S. contre les ouvriers (comme ils le firent dans le passé) pour assurer l'ordre capitaliste et la « paix sociale » des patrons.

Pour maintenir l'ordre et la « paix sociale », Mitterrand pourra compter aussi sur les dirigeants de la C.G.T. C'est ce qu'a déclaré Séguéy après son entrevue avec Mitterrand : « nous saurons tenir compte, en syndicalistes responsables, des réalités économiques et, par conséquent, de l'étendue mais aussi des limites des possibilités sociales qui en découlent »... « Il est absurde de nous prêter l'intention de submerger la gauche au pouvoir d'un flot de revendications et d'exigences irréalistes qui risqueraient de compromettre cette expérience. »

Ce qui signifie que les travailleurs seront appelés à mettre en veilleuse leurs revendications, que les dirigeants de la CGT chercheront par tous les moyens à étouffer et à briser les luttes ouvrières. Ils n'hésiteront pas à réprimer les travailleurs qui refuseront la « paix sociale », en les accusant de faire le jeu de la « droite ». Pour cela, C.R.S. et révisionnistes s'épauleront si nécessaire.

Au nom des « difficultés créées par le lourd héritage laissé par la droite », de la crise, pour ne pas gêner le gouvernement de « gauche » et « ne pas compromettre l'avenir », les travailleurs seront appelés à patienter, à se modérer. On leur dira par exemple : le salaire minimum à 1.500 F est « irréaliste » maintenant, la retraite à 60 ans est « irréaliste » maintenant, etc.

Les « socialistes » comptent beaucoup là-dessus comme le disait encore Defferre à Guichard :

« La présence de communistes au gouvernement sera pour nous une garantie. Nous éviterons ainsi un certain nombre de difficultés, de troubles sociaux. »

Son père, Edmond Giscard d'Estaing, débute sa carrière en 1922 comme directeur des finances du Haut Commissariat français dans la Rhénanie occupée. Il devient inspecteur des finances, avant d'entrer dans les conseils d'administrations de nombreuses sociétés industrielles et financières (où il siège encore) : Thomson-Brandt, Kléber-Colombes, Air France, Bergougnan, Carbone-Lorraine, Crédit foncier et immobilier. Il présidera la Chambre de commerce internationale, puis la Société du tunnel sous le Mont Blanc (ainsi que, autre face de la médaille, le Secours catholique...). C'est un ami de l'Amérique, qui présida pendant deux ans le Comité France-Amérique. Et si, en 1962, il entre à l'Académie des sciences morales et politiques, c'est qu'il est, de surcroît, homme de lettres. « Capitalisme », « Argent et Liberté », « Les Finances, terre inconnue... » voilà quelques titres de son « œuvre », qui, on peut le parler, a dû vigoureusement influencer le petit Valéry...

Balayés par la Révolution de 89, les d'Estaing ont retrouvé leur titre de noblesse en 1922, sur décision du Conseil d'Etat. Selon Viansson-Ponté, notre candidat à la présidence porte à l'annuaire droit une chevalière frappée du blason familial à trois lys... En honneur, peut-être, de cet ancêtre guillotiné par la Révolution...

D'ailleurs, par sa mère et sa grand-mère maternelle, Giscard se rattache à une autre noblesse ; celle des Montalivet, descendants d'une fille naturelle de Louis XV.

Un tel homme ne pouvait épouser une roturière. Il choisit de passer de la noblesse de sang à celle d'argent, en épousant Anne-Aymone de Brantes, l'arrière petite-fille d'Eugène Schneider, le fondateur du Creusot, aujourd'hui l'énorme Creusot-Loire, toujours contrôlé par la famille. Voilà notre Giscard à l'abri des soucis d'argent, même s'il paye honnêtement ses impôts. Bref, un homme bien né, un homme de style, qu'on a vu plus d'une fois chasser l'ours en compagnie... de Khrouchtchev, derrière l'Oural...

Protégé par Edgar Faure en 1955, Valéry Giscard d'Estaing entre au Parlement en 1956. Souvenez-vous, c'est la grande époque de Guy

Mollet. Bien qu'« indépendant », Giscard joint sa voix à celles des députés « communistes » pour soutenir le gouvernement Guy Mollet. Comme tous ces gens savent se retrouver ! Edgar Faure en fit un homme politique, Debré un homme d'Etat. En janvier 1959, Giscard entre au premier gouvernement de la Cinquième République : c'est Debré, alors Premier ministre, qui le fait nommer secrétaire d'Etat aux Finances, auprès de Pinay. Le loup dans la bergerie ! Car, comme il le déclare plus tard à l'un de ses collaborateurs : « Le jour où nous sommes entrés dans la majorité, ce n'est pas pour en sortir, c'est pour succéder au général de Gaulle ». Dont acte !

Les suites de la carrière de Giscard sont connues. Nous en retiendrons deux éléments. Une déclaration à propos de Mitterrand, qu'il fit en décembre 1967 : « Je ne pense pas de mal de M. Mitterrand. Je considère qu'il a fort bien mené son affaire, car il parlait d'une gauche pitoyable. Mais il est évidemment placé devant le problème que posent les communistes. » L'avenir dira si Giscard aidera Mitterrand à résoudre ce « problème »...

Et puis il y a l'affaire de l'O.A.S., dont nous avons déjà parlé dans l'H.-R. Jacques Isorni (et s'il est un homme bien informé sur l'O.A.S., c'est bien ce pétainiste) prétend qu'un des proches collaborateurs de Giscard renseignait l'O.A.S. sur les délibérations du Conseil des ministres. Giscard lui-même aurait été immatriculé dans l'Organisation de Salan. Une chose est certaine, c'est que Giscard, comme Mitterrand, était pour l'Algérie française, et qu'il est intervenu personnellement auprès de de Gaulle pour sauver Jouhaud, que le Général était décidé à faire exécuter. Qui soulèvera cette affaire ? Mitterrand-la-Françisque, Mitterrand le colonialiste, Marchais, qui fit la guerre dans les usines Messerschmidt ? Certes non ! Tous ces gens se respectent, ils sont du même monde, celui des politiciens, anti-ouvrier, contre-révolutionnaire.

Tel est l'homme, qui se dit déjà être « un vrai président ». Nul besoin de grandes phrases pour démontrer quelle classe il sert : il suffit de voir quelle classe le nourrit.

CHABAN DELMAS

Chaban-Delmas a toujours cherché à se donner un air de « gauche » et de « libéral ». Voyons ce qu'il en est. A la Libération, il s'inscrit au Parti radical et part à la conquête de Bordeaux. Pour ce faire, il attache à sa personne un avocat, ancien kollabo, du nom de Michard-Pélissier. Depuis, ils ne se sont pas quittés. C'est sur l'intervention de Chaban-Delmas que Michard-Pélissier devint membre du Conseil constitutionnel. Michard-Pélissier est connu pour être l'avocat du milieu, un spécialiste des trafics en tout genre. On dit aussi qu'il est le bailleur de fonds de certaines bandes fascistes.

En 1954, Chaban-Delmas devient ministre dans le gouvernement Mendès-France aux côtés de Mitterrand. En 1956, il est candidat du Front républicain de Guy Mollet et Mendès-France. Il devient ministre d'Etat de Guy Mollet, et sera ministre des Armées du cabinet Gaillard. A ce poste, il sera un des principaux artisans du coup d'Etat du 13 mai 1958. Son représentant à Alger

s'appelle Léon Delbecque qui sera l'organisateur numéro un du complot. Premier ministre de Pompidou, il prit l'initiative de la désormais fameuse loi « anti-casseurs ».

Par le biais des « contrats de progrès », il tenta de restreindre le droit de grève dans la fonction publique.

Sur les murs de Paris, son portrait est aujourd'hui collé, par certains fascistes de « Faire front », rétribués par les C.D.R.

A Nice, il lançait, il y a quelques jours, un appel à la réhabilitation des kollabos et des anciens de l'O.A.S. :

« Tout ce qui subsiste encore des anciennes luttes, des affrontements des guerres de l'occupation, des conflits de la décolonisation doit être définitivement extirpé de l'âme nationale. Pour mieux affronter l'avenir et assumer notre diversité et nos divergences légitimes, nous devons une bonne fois laver le passé de toutes ses traces, de toutes ses rancœurs. »

C'est dans cet esprit qu'il a fait appel à Salan pour obtenir son appui.

Tel est ce représentant de la réaction qui se dit « libéral ».

Les hommes de main de Giscard

A Rennes, Giscard d'Estaing s'exclama :

« Est-ce qu'il y a une seule personne dans cette salle qui peut penser que ma présence à la présidence de la République compromettrait une seule des libertés de la France ? » Quelques instants plus tard le service d'ordre de Giscard d'Estaing agressait des personnes qui protestaient et en envoyait une à l'hôpital dans un état grave.

Mais au fait de qui est composé ce service d'ordre ? Il y a quelques temps une réunion avait lieu au siège des « Républicains indépendants » entre les collaborateurs de Giscard et le dirigeant de « Faire Front », Alain Robert, afin de mettre au point la campagne de Giscard d'Estaing. « Ordre nouveau » lui a fourni des gardes du corps, chacun recevant 3 000 F.

En province les fascistes d'« Ordre nouveau » collent les affiches de Giscard. Une imprimerie dirigée par des membres d'« Ordre nouveau » et située rue des Lombards à Paris, tire du matériel de propagande pour Giscard d'Estaing.

Voilà qui en dit long sur le « libéralisme » de Giscard d'Estaing.

ROYER

Dans « Le Monde » du 26 avril le fasciste Isorni, ancien kollabo et avocat de Pétain apportait en ces termes son soutien à Royer :

« Un hebdomadaire, en épinglant la personnalité de M. Jean Royer au sigle « Travail, famille, patrie », qu'une Assemblée à laquelle appartenait la Chambre du Front populaire imposa à Pétain en 1940, et un quotidien de Paris en s'écriant : « Royer, nous voilà ! » contribuent heureusement à grossir le nombre de ses partisans. »

Isorni ne s'y trompe pas, à travers Royer il a retrouvé Pétain.

Ancien partisan de l'Algérie française, Royer développait à l'époque les positions de l'O.A.S. A Tours, il se fit le champion de l'« ordre moral », interdisant la projection des films qui lui déplaisaient.

Ministre de Pompidou, dans la tradition de la démagogie fasciste, il tenta de tromper les petits commerçants et artisans par un anti-capitalisme de façade.

On ne peut que se féliciter du fiasco de sa campagne électorale et de l'impossibilité où il a été de poursuivre des meetings à travers la France. Il faut noter à ce sujet la protestation des révisionnistes au nom de la « liberté d'expression ». « Chaque candidat quelles que soient ses idées, a le droit de les défendre. Comme chacun a le droit de les contester, à condition d'user de procédés démocratiques, de ne pas confondre l'argumentation avec l'invective — voire avec les voies de fait — et de ne pas opposer à l'intolérance d'esprit une autre forme de l'intolérance : celle qui consiste à empêcher la tenue d'une réunion publique » (« Humanité » 27-4-74). Ce que demandent les révisionnistes c'est la liberté d'expression pour le fascisme.

Mais il serait faux et dangereux de présenter Royer comme le danger n° 1, de le faire passer pour le représentant principal du danger fasciste. Ce serait dédouaner ainsi à bon compte les autres candidats et détourner l'attention du véritable danger.

Les femmes et les présidentielles

Au même titre que les vieux travailleurs, les handicapés, les orphelins, les femmes représentent une clientèle électorale particulièrement choyée pour ces messieurs dame candidats. C'est aussi qu'elles constituent, à elles seules, plus de la moitié des bulletins de vote éventuels.

Les candidats, quant à eux, n'hésitent pas à exhiber indéument leurs épouses jouant à merveille le rôle modeste de « précieux soutien » et « première admiratrice » dans lequel elles sont confinées. Elles peuvent même, à l'occasion jouer le rôle d'agent électoral, ainsi Mme Anne-Aymone Giscard d'Estaing, dépêchée dans les « DOM-TOM » pour y apporter un « message de sympathie » et un « témoignage d'amitié ».

Ainsi Mme Mitterrand, susurant au micro son admiration pour « la générosité de François », les femmes et les mères algériennes ont su mesurer à son prix le poids de cette « générosité ».

Voici revenue aussi la marée des grands discours démagogiques prononcés à l'intention des femmes. Giscard et Chaban ne font guère preuve d'imagination en ce domaine, se contentant de rabacher inlassablement la vieille ritournelle du programme de Provins, jamais matérialisé : plus de crèches, l'égalité des salaires, la revalorisation de l'allocation de salaire unique, etc., etc.

Mitterrand, quant à lui, a particulièrement soigné son numéro à leur intention et dénonce âprement la « démagogie » de ses concurrents, avant de promettre à son tour : plus de crèches, l'égalité des salaires...

Sa qualité de femme est largement utilisée par la candidate de « Lutte ouvrière » pour tenter de piper les bulletins de vote des autres femmes. De toutes les femmes, sans distinction de position de classe, d'ailleurs puisque, bourgeoises ou prolétaires, elle les range toutes sur le même plan : « Ce n'est pas parce que la cage est dorée que ce n'est pas une cage... »

Quant au Parti révisionniste pour qui les femmes n'existent qu'en tant qu'électrices, toutes les promesses lui sont bonnes pour tenter de drainer sur le Programme commun des voix supplémentaires.

Toutes ? Non pourtant, car des véritables revendications des femmes, il n'en est guère question dans tout ce flot de paroles.

Le thème de la contraception et de l'avortement libres et gratuits est carrément esquivé car trop peu « payant » électoralement. Les vraies raisons des discriminations et de l'oppression qui pèsent sur les femmes sont passées sous silence. Pas question non plus de les appeler à une mobilisation syndicale et politique. La lutte exemplaire des femmes de Lip a trop bien montré combien une telle mobilisation pouvait être radicale et dangereuse pour les porte-paroles du capitalisme.

Les femmes de notre peuple ne peuvent que se détourner de ces sirènes dont elles ont pu mesurer la capacité de mensonge et de mépris à leur égard et s'engager toujours plus dans la seule voie qui les conduira à leur émancipation réelle et définitive : celle de la révolution prolétarienne.

Un exemple de coopération à la Brejnev

LA FINLANDE SOUS TUTELLE

Un modèle pour la « détente » : tels sont les rapports soviéto-finlandais vus de Moscou. N'y a-t-on pas installé à Helsinki les grandes réunions pour « le désarmement et la paix », négociations Salt (limitation des armements stratégiques offensifs) et conférence de sécurité européenne ? Le Pacte de collaboration et d'assistance mutuelle signé entre les deux pays en 1948, n'est-il pas, selon la déclaration soviéto-finlandaise du 6 avril 1973 « un élément important du système de sécurité européenne que tous les pays européens cherchent à mettre en place par leurs efforts conjugués » ?

« Bon voisinage, coopération, amitié » : tels sont les termes de la déclaration du 6 avril 73. Qu'en est-il en réalité ?

Coopération économique ? Il faudrait dire plutôt, satellisation économique ; l'industrie métallurgique finlandaise est en effet étroitement dépendante des commandes de l'Union Soviétique. Et cette dépendance s'accroît au fil des ans : 20 avril 71, traité économique, technique et industriel ; 1972 programme de prospection de la coopération. Une commission permanente intergouvernementale soviéto-finlandaise pour la coopération prospecte les nouveaux débouchés communs ; le 13 janvier dernier un gazoduc URSS-Finlande a été inauguré. Plus encore, la Finlande est le premier et le seul « pays occidental » qui ait signé un accord avec le CAEM (Comecon), en mars 73 un journal bulgare fait dire au premier ministre finlandais Sonasa : « La voie frayée par la Finlande sera empruntée par

d'autres états européens et favorisera le développement des relations à l'échelle européenne ». « Coopération exemplaire » qui profite au grand patron soviétique — fournitures d'énergie soviétique à prix élevés contre produits industriels, bois, produits alimentaires à prix avantageux !

Amitié ? Il faudrait bien plutôt parler de docilité aux injonctions du maître. Exemple : en juillet 1958, l'Union Soviétique rappelle son ambassadeur, annule ses commandes sur les chantiers navals finlandais. C'est la menace du chômage... Aussitôt, le premier ministre social-démocrate Fagerholm, qui ne plaisait pas à Moscou, est renvoyé car disent les députés il est « incapable d'assumer les tâches d'une politique extérieure saine ». Exemple plus récent : le chef de l'Etat, Kekkonen, l'homme des sociaux-impérialistes, « ami personnel de Kroutchtchev et de Brejnev », prolonge son mandat jusqu'en 1978 sur pression soviétique. Sur pression soviétique également, il interdit la publication de certains écrits interdits en U.R.S.S.

Bon voisinage ? Ce n'est pas l'avis des pêcheurs finlandais qui se plaignent amèrement — et sans succès — des incursions des chalutiers soviétiques dans leurs eaux territoriales.

La déclaration commune du 6 avril 73 parle de « coexistence pacifique léniniste ». Point du tout, il s'agit bien d'une mise en tutelle imposée par les révisionnistes de Moscou à leur pays limitrophe ! Une pratique de la « détente » qui donne à réfléchir !

(Suite de la 8)

LES RÉVISIONNISTES ET LES PRÉSIDENTIELLES

Une régime social-fasciste

Au fond, quelle est la nature du régime que veulent réellement les révisionnistes ? Pour ces présidentielles, ils nous disent que le président élu, si c'est Mitterrand, créera les conditions d'application du Programme commun. « Ma politique sociale s'inscrira dans les limites du possible », a pourtant déclaré celui-là le 18 avril au micro de France-Inter. Déjà la gauche a présenté un plan en trois étapes (six mois, dix-huit mois et cinq ans), plan qui, soyons-en sûr, demanderait d'énormes « sacrifices ». D'ailleurs, Séguéy l'a dit, il n'est pas question, si Mitterrand est élu, qu'il y ait une forte poussée revendicative. Au contraire. De toute façon, cela ne servirait à rien puisque la satisfaction des revendications ne serait qu'une question de temps. Voilà ce que veulent faire croire les révisionnistes : Retroussons nos manches, reconstruisons un pays nouveau sur les ruines économiques de l'ancien. Mitterrand devient l'espérance. On efface tout, même le passé de ce leader socialiste remis en selle par le P.C. Soit. Mais en réalité, n'avons-nous pas un avant-goût de la façon dont les Marchais, Séguéy et consorts « démocratiseraient la vie du pays de façon à assurer la participation effective des citoyens à la gestion des affaires du pays » ? Cette nouvelle participation, quelles formes concrètes prendrait-elle ? Ce n'est nulle part expliqué réellement. Car qui deviendrait l'intermédiaire entre l'Etat et les travailleurs, sinon le P.C. et son instrument, la C.G.T. Ce même P.C. qui a dégénéré en un parti de type social-fasciste, qui est lié au social-impérialisme et qui nous présente comme des modèles les régimes sociaux-

fascistes instaurés en U.R.S.S. ou en Pologne, cherchant à faire croire que ces pays vivent encore en système socialiste tout en déversant presque quotidiennement des monceaux d'injures anti-communistes à l'égard de la Chine et de l'Albanie socialistes. Et quels types de syndicats veulent donc les dirigeants de la C.G.T., pour la plupart révisionnistes, sinon un syndicat social-fasciste de type polonais et ils n'ont pas besoin d'attendre le pouvoir pour pratiquer de la sorte. Ne l'avons-nous pas vu à l'égard de Lip, des Houillères et dans un autre sens de Rateau et de Larousse ? Ne le voyions-nous pas, avant les présidentielles, à l'égard de la C.F.D.T., ou des journalistes à qui il fut reproché, menaces à peine voilées à l'appui, de trop parler de grèves qualifiées de « gauchistes » parce ce que c'étaient des grèves classe contre classe ?

Les dirigeants révisionnistes français ne veulent qu'instaurer en France un régime social-fasciste tout comme la fait la nouvelle bourgeoisie en U.R.S.S. Ils ont depuis longtemps renié les idéaux de la Commune de Paris et de la Résistance. Et c'est bien pourquoi aussi ils n'ont jamais relevé, afin de les dénoncer, les propos de Mitterrand se réclamant de la Résistance à Bordeaux, ou bien encore lors du débat avec Chaban-Delmas à Europe n° 1 devant lequel il se plaça en avocat des Français de 1848, 1871, 1936 et des résistants. Le peuple français n'a pas besoin de tels défenseurs ; Mitterrand et les révisionnistes français sont des ennemis dangereux de la classe ouvrière et des masses de notre pays, ennemis d'autant plus perfides qu'ils s'adressent aux besoins subjectifs des masses ; notre rôle est de les démasquer et de les combattre sans pitié jusqu'à ce qu'ils soient définitivement balayés.

LES JEUNESSES PROGRESSISTES DE BRETAGNE APPELLENT A L'ABSTENTION

Nous avons reçu un texte appelant à l'abstention de la part des Jeunesses progressistes de Bretagne. Nous en extrayons ici un passage qui nous semble particulièrement intéressant :

...Mais F. Mitterrand, le candidat de la « Gauche Unie » ne nous apparaît pas plus valable. Ce sont ces mêmes dirigeants « socialistes », Mitterrand, Guy Mollet, Defferre, Lacoste, Lejeune, qui se sont faits les chiens de garde de l'impérialisme français en réprimant et en massacrant les patriotes algériens luttant pour l'indépendance nationale

de leur pays. Aujourd'hui encore, ils continuent leur œuvre d'agents de l'impérialisme en s'efforçant de soutenir et de justifier les activités sionistes de l'Etat d'Israël. Ils sont les ennemis déclarés des peuples arabes et palestiniens, les ennemis des peuples en lutte.

Les trotskystes et l'unification syndicale

Les trotskystes ont décidé de placer le 1^{er} Mai sous le thème de « l'unification syndicale » et voici ce qu'ils écrivent à ce sujet dans leur quotidien : « Aujourd'hui, alors que la CGT et la CFDT soutiennent la candidature de Mitterrand, alors qu'elles acceptent l'une et l'autre d'inscrire leur tactique respective dans le cadre tracé par cette candidature, s'engageant à un comportement "responsable" et "raisonnable" en cas de victoire électorale, rien ne s'opposerait à la fusion syndicale.

Une centrale unifiée où les divergences d'orientation trouveraient à s'exprimer et se confronter sous la forme de tendances démocratiquement reconnues, donnerait aux travailleurs une arme de défense et de combat plus efficace, plus forte. »

On voit ainsi une fois de plus apparaître leur rôle de serviteurs des dirigeants révisionnistes. Car à qui profiterait dans les conditions actuelles de la France l'unification syndicale ?

À la classe ouvrière ? Sûrement pas, car un syndicat unique, du fait du rôle dominant de l'appareil révisionniste, constituerait un gigantesque appareil d'encadrement et de répression de la

classe ouvrière.

Ce serait en fait la voie ouverte pour le syndicalisme à la polonaise. Une telle « unification » permettrait beaucoup plus facilement aux révisionnistes d'étouffer, de briser les luttes ouvrières. En fait d'arme de défense et de combat plus efficace il s'agirait d'un vaste appareil anti-ouvrier. Comme l'ont montré récemment leurs violentes attaques contre des grèves dirigées par des sections syndicales CFDT, les dirigeants révisionnistes enragent de voir des luttes ouvrières se développer en dehors de leur contrôle. Il y a fort à parier qu'une « unification syndicale » ne leur déplairait pas.

Les trotskystes spéculent sur le désir d'unité des travailleurs. Mais « l'unité » dont ils parlent n'a strictement rien à voir avec les intérêts des travailleurs. L'unité des travailleurs se bâtit, et se bâtit, dans les entreprises, dans la lutte, sur la base des intérêts de la classe ouvrière.

L'unité n'est pas une foi en soi, elle est toujours au service d'une politique. L'unité au sommet, sous la direction des révisionnistes ne peut se faire qu'aux dépens des intérêts de la classe ouvrière.

Un représentant typique de la bourgeoisie capitularde

La mort du chef de l'Etat monopoliste français et la précipitation des élections présidentielles a accentué une crise politique grave dans la classe dirigeante de notre pays. Une question essentielle pour l'avenir est désormais posée : qui, dans la bourgeoisie monopoliste emportera de la tendance à préserver l'indépendance nationale et qui rêve à la formation d'une superpuissance européenne, ou de celle qui consiste à baisser les bras devant les visées hégémoniques des deux superpuissances, à faire compromis sur compromis, en particulier vis-à-vis du plus menaçant en Europe, le social-impérialisme révisionniste soviétique.

Cette question sera en filigrande de toutes celles mises en avant au cours de la campagne électorale, car elle est liée intimement à la situation intérieure, c'est-à-dire à l'approfondissement de la contradiction entre prolétariat et masse populaire d'une part et bourgeoisie est clair : quelle ligne va-t-elle adopter pour maintenir en place son système d'exploitation et d'oppression de l'homme par l'homme.

Dans cette situation particulièrement bouillonnante, où d'importants bouleversements peuvent intervenir, nous devons être extrêmement vigilants et regarder la réalité concrète et non nous fier aux apparences.

Sur le plan intérieur la bourgeoisie monopoliste est en prise à de sérieuses difficultés, en particulier sur les plans économiques et monétaires, dont il fait faire les frais au prolétariat et aux masses populaires. Cela n'a pas été sans riposte, bien au contraire. Un grand mouvement revendicatif s'est développé au cours de ces derniers mois. Dans les usines d'abord, mais également dans les autres couches du peuple, en particulier la paysannerie pauvre et endettée et les employés.

Sur le plan extérieur, l'Europe et en particulier la France est l'enjeu d'une rivalité toujours plus effrénée de la part des deux superpuissances impérialistes : U.R.S.S. et U.S.A. L'U.R.S.S. en particulier, tout en essayant de nous saouler de paroles de paix, de détente, de coexistence pacifique, intensifie ses préparatifs de guerre, dans le monde, mais en particulier sur le front européen. Pourquoi ? Essentiellement parce que l'Europe de l'Ouest représente un enjeu stratégique d'une grande importance dans la course à l'hégémonie mondiale que se livre les deux superpuissances. Enjeu stratégique cela signifie non pas tant qu'une Europe de l'Ouest asservie est prometteuse en multiples richesses, mais essentiellement, qu'elle représente, une fois sous la botte totale d'une superpuissance, un affaiblissement considérable pour l'autre dans la mesure où elle s'ape son hégémonie. Voilà l'enjeu de la rivalité, voilà l'essence de la pression militaire, de la prise en « tenaille » de l'Europe de l'Ouest par le social-impérialisme soviétique. Voilà la raison pour laquelle les Etats-Unis tentent à tout prix de reprendre en mains sérieusement la direction des forces de l'O.T.A.N.

Or, dans cette bataille pour l'hégémonie mondiale, la bourgeoisie monopoliste française a eu une position de résistance face à l'hégémonie des deux supergrands. Tant en faisant des rêves mirifiques sur la possibilité de créer une troisième superpuissance par le biais de l'Europe « politique », cette attitude s'est traduite principalement par une opposition ferme à l'hégémonie des grandes puissances.

Cependant, au-delà de ce rêve sans consistance, la réalité pourrait précipiter plus rapidement le choix des monopoles français. Car au fond, la bourgeoisie est par sa nature de classe capitularde. Elle préfère de toute façon se mettre sans le « parapluie » d'un protecteur plus puissant, plutôt que de risquer un seul moment de se faire balancer définitivement de la scène de l'histoire par une révolution prolétarienne.

Or, ces derniers mois, n'avons-nous pas eu l'occasion de remarquer en de multiples occasions quelques signes avant-coureurs de l'affirmation de cette tendance au compromis d'abord, à la capitulation ensuite. Pour ne prendre qu'un exemple sur lequel nous sommes beaucoup intervenus, la campagne antichinoise « tolérée » au plus haut niveau n'est-elle pas une manière de faire des cadeaux au social-impérialisme soviétique ? Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'on retrouve Dassault à la tête de cette campagne. Ce marchand de canons qui n'avait pas trouvé « exagéré » les nationalisations envisagées par le programme capitaliste socialo-révisionniste.

Mais celui qui correspond le mieux à un changement d'orientation de la bourgeoisie monopoliste vis-à-vis de la capitulation devant l'hégémonie des deux superpuissances, c'est bien cette vieille carcasse de Mitterrand.

Mitterrand, ce pantin politiciard, qui chaque fois enterré, chaque fois regonflé et remis en selle suivant les intérêts monopolistes du moment, a montré depuis quelque temps quelle « tendance » il représentait et quelles orientations il prendrait pour la politique monopoliste s'il venait au pouvoir.

Mitterrand, s'était joint au cœur révisionniste pour crier à l'antisovietisme lors de la campagne de presse menée en France sur l'« Affaire Soljenitsyne ». Il ne pouvait mieux faire pour satisfaire les sociaux-impérialistes de Moscou et leurs laquais dirigeants révisionnistes français.

Mais aujourd'hui, se présentant candidat de tous les Français, après avoir pris ses distances quelque peu à l'égard du Programme commun, Mitterrand la francisque annonce plus clairement la couleur. Et le moins que l'on puisse dire c'est que dès à présent elle sent bonnement le compromis et la capitulation vis-à-vis des deux supergrands, et en particulier du social-impérialisme soviétique. Dès le Congrès extraordinaire du Parti « socialiste » de la Mutualité le 8 avril 1974, il devait déclarer : « La France — sous-entendu, si je suis président —, sera à Vienne, à Genève et à Helsinki, pour la paix par une réduction des armements ».

Or, de quelles conférences s'agit-il exactement ?

Ces derniers mois, le social-impérialisme russe, tant en intensifiant ses préparatifs de guerre, s'est efforcé d'obtenir une nouvelle rencontre avec les chefs de la Conférence de Genève sur la sécurité et la coopération (C.E.S.C.) en Europe, pour jeter une base solide à la sécurité et à la coopération européenne. Mais la conférence s'est soldée par un retentissant échec. En fait elle a été un véritable dialogue de sourd. Pour ce qui est de la Conférence de Vienne sur la réduction des forces armées en Europe centrale les « initiatives » du social-impérialisme ont fait long feu. Ces deux conférences ont mis encore plus à nu, aux yeux des représentants européens que ce cachent les mots détente, coopération, et désarmement : en réalité expansionnisme, militarisme et préparatifs actifs à la guerre.

Course aux armements

	1960	1966	1971	1973
Budget de la Défense	9,3	13,4	17,8	17,9

(en milliards de roubles) (plan)

Ces chiffres appellent quelques remarques :

- Un doublement du budget en dix ans !
- Ceci est le montant du budget « public » : bien des secteurs qui participent à la course aux armements n'y sont pas directement comptabilisés. Par ailleurs, le gouvernement soviétique a pratiqué des prix à bas niveau dans les secteurs qui intéressent la défense.
- Un fait qui permet de mettre en doute les chiffres officiels : en 1959, le budget avoué est de 9,3 milliards de roubles ; or Khrouchtchev parle de 25 milliards à la télé américaine !

Durant l'automne dernier, alors que les révisionnistes impérialistes de Moscou abrouaient les ministres ouest-européens de bonnes paroles pacificatrices, ils renforçaient et renouvaient frénétiquement leurs armées conventionnelles ainsi que leurs forces stratégiques sur le front européen et accéléraient leurs implantations sur toutes les mers du globe et en particulier celles autour de l'Europe de l'Ouest. Et cela d'autant plus que le désengagement qu'ils proposaient à Vienne était un désarmement uniforme, c'est-à-dire égal des forces armées conventionnelles de part et d'autre de chaque « camp ». Autrement dit, étant donné le rapport des forces militaires qui est de 3 à 1 en faveur des sociaux-impérialistes, leur proposition équivalait à liquider la défense européenne. Ce piège était vraiment grossier.

Devant cette réalité, les gouvernements européens et en particulier français se sont abstenus jusqu'à présent de prendre tout engagement. D'autre part, sous l'impulsion du gouvernement français, des tentatives d'unification politique et militaire de l'Europe des neuf, ont été avancées.

Que peut donc signifier ces paroles de Mitterrand ? Mitterrand, représentant des monopoles français, même s'il se dégage encore un peu plus de son alliance avec les dirigeants du Parti révisionniste français, ne disposera pas d'un rapport de force meilleur — qui dans la situation est essentiellement militaire — pour « négocier » avec le social-impérialisme, à Vienne ou à Genève. Car l'armée française restera la même, dans le meilleur des cas. Dans le plus mauvais, elle serait affaiblie par l'arrêt de la construction d'une force stratégique française indépendante des superpuissances, et par la réduction du service militaire à six mois.

Alors, quel serait le fond de ce revirement dans la politique monopoliste ?

Il ne pourrait y avoir qu'une raison : stopper le mouvement révolutionnaire des masses en France, en

faisant des compromis avec le parti de la « paix sociale », le parti révisionniste français, ce qui engagerait des compromis sur le plan international, en acceptant une protection de la part d'une des deux superpuissances. Il est évident que dans ce cas, il ne s'agirait du social-impérialisme russe. Deferre, l'a annoncé clairement l'autre jour, le parti « communiste » est le garant de la paix sociale.

Car voilà le fond de la question : la bourgeoisie a une peur bleue du prolétariat révolutionnaire et de ses alliés, par contre elle espère s'entendre avec d'autres bourgeoisies impérialistes même plus puissantes, quitte à partager le gâteau, pour conjurer le mouvement des opprimés. On l'a vu lors de la Commune de Paris. On l'a également vu en 1918-1919 où les bourgeoisies impérialistes européennes, après s'être fait la guerre — via le peuple — pendant quatre années sanglantes, se sont très vite réconciliées pour envoyer armes et hommes aider l'armée blanche pour tenter vainement de conjurer la révolution prolétarienne d'octobre 1917 et de détruire la première république socialiste.

Voilà ce que représente Mitterrand et ses amis. Ils ont peur du peuple qui veut s'émanciper. Ils capituleront devant. Mais leur manière de capituler sera de chercher du secours chez leurs amis de classe plus fort qu'eux. C'est à ce titre que Mitterrand est le digne représentant de la bourgeoisie monopoliste capitularde. En ce sens il représente un lourd danger pour l'indépendance nationale de notre pays.

Les marxistes-léninistes, doivent toujours se placer du point de vue du pire et éduquer en ce sens le prolétariat et l'ensemble de la population travailluse. Ils doivent dénoncer Mitterrand et ceux qui le soutiennent, en particulier les dirigeants révisionnistes français, comme des ennemis de la Nation et de l'indépendance nationale, comme des ennemis de la Révolution prolétarienne en France.

QUAND GRECHKO LAISSE LA DÉTENTE AU VESTIAIRE

Grechko, ministre soviétique de la Défense, parle franc et oublie bien souvent de se porer du voile de la « détente ».

Qu'on en juge :

Le 13 mars 1974 :

« La condition de la situation internationale de l'heure demande aux Soviétiques de maintenir leur haute vigilance, d'augmenter sans cesse la capacité défensive de l'Etat soviétique et de renforcer leurs forces armées. Le parti estime que c'est la tâche principale. »

Voilà qui est clair ! Dans le n° 3 de la revue « Communiste » — 1974 :

« En toutes circonstances, l'armée de terre et la marine soviétiques peuvent lancer des offensives de grande ampleur immédiatement et peuvent atteindre avec succès leurs objectifs tactiques et stratégiques quelle que soit leur envergure. »

En R.D.A., où « stationnent » 300 000 soldats soviétiques, le 12 novembre 1973 :

Il faut « garder sèches les poudres à tout moment » et « renforcer la préparation au combat ».

En R.D.A. toujours, son subordonné Epichev, chef du département politique général de l'armée :

« Cet avant-poste militaire soviétique (sic) sur le front ouest » doit « être particulièrement vigilant ».

Nous voilà prévenus !

Onze fois ministre de gouvernement de la bourgeoisie, le candidat Mitterrand tente le tour de force d'apparaître, aux yeux des travailleurs, comme un homme tout neuf et tout propre. Sans jamais oublier un instant son honteux passé d'ennemi du prolétariat, comme des peuples en lutte pour leur libération, penchons-nous sur son « programme », tel qu'il nous est livré, du fil de sa campagne électorale.

Le meilleur garant de la « paix sociale »

Face aux remous fangeux d'une majorité en pleine décomposition, Mitterrand ne se fait pas faute d'être le chantre de l'ordre et de la tranquillité. Ordre pour la classe bourgeoise et tranquillité d'exploiter pour les monopoles ainsi que le rappelait un porte-parole du candidat, animant une réunion électorale destinée à piper les voix des cadres supérieurs :

« Il (Mitterrand) définit une politique de rigueur économique tout en maintenant, comme vous le souhaitez, la liberté d'initiative pour les entreprises ». On sait ce qu'une telle « liberté » signifie pour les travailleurs ; ni plus ni moins que l'esclavage !

Après avoir promi la lune à tout un chacun, à l'instar de tous ses rivaux dans la course à l'Elysée, le candidat Mitterrand se voit maintenant suffisamment près du but pour commencer à préparer les esprits à son règne.

Il ne s'agit pas, pour lui, que les travailleurs qui mettent sincèrement en son élection l'espoir du changement de leurs insupportables conditions d'existence, viennent troubler, à l'avenir, sa paisible et loyale gestion des intérêts des monopoles capitalistes. Aussi insiste-t-il lourdement sur « l'héritage » qui lui sera dévolu et qui, malgré qu'il en grille d'envie (!), ne lui permettra pas de satisfaire les revendications des masses laborieuses.

Et tous ses supporters s'empres- sent de voler à la rescousse et d'affirmer bien haut qu'ils sauront se comporter en êtres raisonnables et compréhensifs.

C'est Defferre, qui le premier, embouche la trompette :

« Si un candidat de la majorité sortante était élu, de graves troubles sociaux risqueraient de se produire. Si au contraire François Mitterrand l'emporte, l'ordre républicain, la paix sociale, seront assurés, les finances publiques, la monnaie seront défendus. »

Puis survient Rocard :
« Ne contrôlant encore, dans les premiers mois de sa gestion, ni le pouvoir économique, ni le pouvoir financier, ni l'information, ni la totalité de l'administration, le gouvernement de François Mitterrand ne pourra, en fait, entreprendre la transformation nécessaire et progressive du pays que s'il recevait un important appui des travailleurs, et cela non pas seulement sous la forme d'une contestation négative... »

A qui Maire emboîte bien vite le pas :

« Maintenant les revendications doivent être satisfaites..., mais cette volonté n'implique nullement la tentation du "tout, tout de suite"... »

Enfin, faisant écho à Marchais affirmant, au cours d'une réunion publique : « le seul moyen d'éviter un nouveau Mai 68, c'est de voter programme commun », Séguy déclare à son tour, à l'issue d'une entrevue avec Mitterrand :

« La gauche peut avoir l'assurance que nous saurons tenir compte, en syndicalistes responsables, des réalités économiques et, par conséquent, de l'étendue mais aussi des limites des possibilités sociales qui en découlent... Avec François Mitterrand à l'Elysée, et un gouvernement de gauche auquel il aura confié la mission d'appliquer le programme commun, la jonction des syndicats pourra enfin s'exercer de façon constructive, la participation deviendra l'un des aspects essentiels de leur action — au service des travailleurs. »

lités économiques et, par conséquent, de l'étendue mais aussi des limites des possibilités sociales qui en découlent... Avec François Mitterrand à l'Elysée, et un gouvernement de gauche auquel il aura confié la mission d'appliquer le programme commun, la jonction des syndicats pourra enfin s'exercer de façon constructive, la participation deviendra l'un des aspects essentiels de leur action — au service des travailleurs.

Ceux-ci ont intérêt à la réussite de l'expérience d'un gouvernement de gauche, il est donc absurde de nous prêter l'intention de submerger la gauche au pouvoir d'un flot de revendications et d'exigences irréalisables qui risqueraient de compromettre cette expérience. »

Voilà donc les travailleurs invités à se soumettre sans résigner à payer les frais de la crise pour remettre à flot l'économie capitaliste !

Les libertés qu'il nous promet : ce sont les chiens et les C.R.S. lâchés contre les travailleurs.

Les libertés, c'est aussi un sujet que, l'œil séducteur et la rose à la main, Mitterrand se plaît à développer : « Des hommes plus libres, dans une société plus juste et plus fraternelle. » Ça sonne joli. Mais souvenons-nous du passé de cet homme et des siens. Souvenons-nous du présent de l'Union Soviétique en faveur de qui le P. « C. » F. développe une telle campagne pour briser les réticences des travailleurs, peu attirés par ce qu'ils en savent ! Et pour cause ! Souvenons-nous des pratiques terroristes qu'ils développent dans les organisations et les fiefs où ils font la loi : des militants révolutionnaires, exclus de la C.G.T. pour avoir « osé » y exprimer un désaccord avec le programme commun, des travailleurs obligés de s'inscrire au P. « C. » F. pour obtenir un H.L.M....

Nul doute que, sous le règne du Programme commun, les travailleurs n'aient à faire à la seule réponse que des gouvernants « de gauche » aient accordée, dans le passé, à leurs revendications : chiens, C.R.S. et répression.

Les pires réactionnaires, par contre, ne se verront jamais refuser le droit à la parole. C'est ainsi que Mitterrand vole au secours de Royer chahuté, que l'organe du Parti Socialiste « L'UNITE », qualifie pourtant de « Tribun pisse-vaigre qui fustige les dépravations de notre so-

ciété, interdit les films et brûle les tableaux » en tenant des « discours fascisants ».

L'ennemi des peuples qui luttent pour leur libération

Comme tous les « laissés pour compte » du système capitaliste qui disposent du droit de vote, les peuples des « Dom-Tom » se voient tout à coup l'objet de toutes les sollicitudes et faveurs des divers candidats. C'est que, le score s'annonçant serré, « c'est peut-être vous qui ferez le président de la République » comme le leur a annoncé ingénument un porte-parole de la majorité.

C'est pourquoi G. Defferre, ancien ministre de la France d'outre-mer a été rapidement expédié pour une tournée des popotes aux Antilles destinée à « rassurer » les notables sur les intentions réelles des tenants du Programme commun, ainsi que l'exprimait récemment le journal « Le Monde » :

« Le candidat de la gauche a le souci de rassurer les populations d'outre-mer, en particulier des Dom, et de ne pas apparaître comme celui dont l'élection entraînerait la fin de l'appartenance à la nation française. »

C'est ainsi que Gaston Defferre a pu affirmer sans ambage que le Programme commun — dont la rédaction ambiguë laissait entendre qu'il pouvait soutenir la revendication d'indépendance nationale — est en cours de révision sur ce point pour fermer la porte, sans équivoque à cette interprétation. Au célèbre « L'Algérie c'est la France ! » de Mitterrand, fait maintenant écho un nouveau slogan : « Les DOM-TOM c'est la France ! »

Et loin de la querelle sur ce point, Marchais, lui apporte son soutien dans les colonnes de l'« Humanité » du 24 avril :

« Avec le Programme commun, les populations qui disposeront enfin d'assemblées véritablement représentatives, auront donc la possibilité de décider librement de leur sort (y compris d'élaborer un nouveau statut qu'elles discuteront avec le gouvernement... Dire que le droit de se déterminer librement entraînerait la rupture avec la France est un chantage. »

Si les peuples des DOM-TOM, disposant de bulletin de vote, se voient ainsi « choyés », les travailleurs im-

migrés en France, quant à eux, sont l'objet du plus total mépris. Un certain nombre d'entre eux qui ont adressé au candidat du programme commun un questionnaire portant sur ses intentions à leur égard (suppression de la circulaire Fontanet, égalité de droit avec les travailleurs français...) attendent toujours sa réponse. L'« Humanité » n'a pas davantage cru devoir faire écho à leur démarche.

Enfin, avec l'accession de Mitterrand à la présidence, le peuple palestinien aura à faire à un ennemi acharné de sa lutte. C'est à son initiative que la criminelle de guerre, Golda Meïr, avait cru pouvoir parler à Paris il y a un peu plus d'un an. Ses liens avec l'état sioniste d'Israël sont si puissants qu'un de ses porte-parole a pu faire remarquer à une réunion de l'union des étudiants juifs :

« En ce qui concerne Israël... pourquoi douter que F. Mitterrand aurait demain un autre langage alors qu'il refuse de payer actuellement au P.C. tout tribut verbal, alors même qu'il a besoin de ses voix pour l'emporter ? »

« Gauche » et « droite » : bonnet blanc et blanc bonnet

De Chaban, Giscard ou Mitterrand qui est le mieux placé pour tromper, chloroformer, réprimer les luttes ouvrières et populaires ? c'est sur ce point que la bourgeoisie est essentiellement divisée. Car au fond, en ce qui concerne les « programmes » des différents candidats, ils sont bien, à quelques nuances près, interchangeables. Tous entendent servir au mieux les intérêts du capital monopolier.

C'est ce qu'a reconnu sans difficulté, le secrétaire d'état à l'environnement, Dijoud, supporter de Giscard :

« Il ne faut pas oublier que le parti socialiste a des préoccupations proches des nôtres... Je me demande si, dans l'esprit de notre candidat, il n'y a pas l'idée d'un rapprochement avec ceux de l'opposition d'aujourd'hui. Nous n'approuvons pas le programme commun, mais il n'est pas impossible que les deux voies convergentes puissent se retrouver dans une nouvelle majorité. »

De cette majorité-là, aussi, ce serait la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs qui feraient les frais !

DANS PROLETARIAT N° 5

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL
Comment édifier le parti marxiste-léniniste :
CREATION EN FRANCE
D'UN VERITABLE PARTI REVOLUTIONNAIRE
DU PROLETARIAT
(Pratique et expérience accumulées
d'octobre 1963 au 12 juin 1968)



ECRIRE DES
MAINTENANT
à E-100
70 rue de Belleville
Paris 20°

LOUIS ALTHUSSER, UN REVISIONNISME DE « GAUCHE », par H. Jour.
Un article destiné à dégager les grands aspects du courant althussérien et sa nature réelle, et un récit-bilan d'une grève : Abattoirs Doux à Pédernec.

QUAND LES REVISIONNISTES PARLAIENT DE "DEBORDEMENT" ...

Chers camarades,

Je vous écris pour faire part de mon sentiment sur l'excellente qualité politique du n° 226 de notre journal. Ce numéro me paraît tout à fait digne de la mission qui nous incombe dans cette formidable lutte contre l'électoralisme et une solution bourgeoise « de gauche » à la crise du capitalisme monopoliste en France.

J'ai en outre particulièrement apprécié les deux articles « A contre courant » sur le rôle du révisionnisme dans la fascisation et sur la thèse trotskyste du « Débordement » (ou : si ça ne peut pas faire de bien, ça ne peut pas non plus faire de mal).

Quelques observations :

— Avec l'article « Qui est Mitterrand ? », je vous prie de m'excuser d'une malencontreuse erreur de détail que les lecteurs du journal auront sans doute rectifié d'eux-mêmes : c'est de juin à septembre 1953 (et non 1954) que Mitterrand fut ministre du gouvernement Laniel, avec Edgard Faure et Marcellin.

— Ainsi que cela est indiqué dans l'article de Jacques Jurquet, Mitterrand était bien, de toute façon ministre, de nouveau, en 1954 — et ministre chargé du maintien de l'ordre en Algérie — au moment du déclenchement de la lutte de libération nationale armée par les patriotes algériens. C'est donc bien lui, de la façon la plus symbolique et la plus terriblement concrète, le premier bourreau du peuple algérien puisqu'au lendemain de la Toussaint 1954 il envoya en Algérie — et s'en vanta naguère — les premiers pelotons de gendarmerie mobile et les premières unités de l'armée coloniale qui allaient être engagées dans l'atroce répression des patriotes algériens.

Le rappel historique me fournit d'ailleurs l'occasion d'une précision sur la paternité de la théorie du « débordement par la base » et du « mieux vaut ça que la droite ! ». Cette recherche en paternité conduit à un dénommé Duclos, « que certains appellent Jacques » et qui exprimait de façon cynique les positions du parti révisionniste au début de l'année 1956. Voyons de plus près :

— Le 31 janvier 1956, à la suite du succès de la gauche aux élections législatives, Guy Mollet forme un gouvernement « de gauche ». On y trouve outre Mitterrand à la Justice et Defferre à la « France d'Outre-Mer », trois ministres du précédent gouvernement (Edgar Faure) que le Parti socialiste, durant la campagne électorale, avait justement accusés d'être responsables de la poursuite de la guerre d'Algérie : Laforest, Gilbert Jules (qui passe du Budget à l'Intérieur), et surtout Bourguès-Maunoury (qui passe de l'Intérieur à la Défense nationale !). Au cas où ce ne serait pas assez clair, Guy Mollet déclare à l'Assemblée nationale :

« L'objectif de la France, la volonté du gouvernement (...) c'est donc maintenir et renforcer l'union indissoluble entre l'Algérie et la France métropolitaine. Est-il besoin d'insister sur ce que deviendrait la France sans l'Algérie et l'Algérie sans la France ? (...)

« Si la (population autochtone) contient, hélas ! une minorité de forcenés et de criminels, son immense majorité n'aspire qu'au maintien des liens avec la France. »

Quelle est alors la réaction du P. C. F. ? S'insurge-t-il ? Proteste-t-il contre la trahison ? Dénonce-t-il aux masses les nouveaux (?) agents du colonialisme ? Laissons parler Duclos :

« Il est vrai que le gouvernement qui se présente devant nous ne cor-

respond pas à ce qu'espéraient la classe ouvrière et le peuple de France. Mais la pression des masses populaires en se développant dans tout le pays avec l'esprit critique et la volonté d'union qu'exigent les circonstances pourra faire pencher la balance à gauche dans un avenir peut-être plus proche que certains ne le croient. »

Bien tourné n'est-ce pas ? Comme on le sait, Duclos débordé. Mais ce n'est pas drôle.

— Quelques semaines plus tard, lors de la discussion du projet de loi accordant les « pouvoirs spéciaux » au gouvernement en Algérie : alors que le ministre Lejeune annonce l'envoi prochain de 50 000 incorporés, deux fois par mois, pour renforcer l'armée colonialiste, Lacoste proclame, le 8 mars :

« Il n'est pas un Français qui accepte de voir la France chassée d'une terre où elle s'est installée par le droit indiscutable des armes mais qu'elle a conquise par l'indiscutable droit d'une œuvre civilisatrice faite d'humanité et de générosité. »

Position du P. C. F., exprimée de nouveau par Duclos le 12 mars 1956 à l'Assemblée nationale :

« Il est indispensable de préserver et de consolider toutes les possibilités de développement de l'unité d'action entre communistes-socialistes pour faire échec aux plans de la réaction dans tous les domaines.

Les pouvoirs spéciaux sont demandés pour aboutir à la paix et pour contraindre, si besoin est, les grandes puissances d'Algérie à renoncer à leurs privilèges. »

En vertu de quoi le groupe parlementaire « communiste » vote les pouvoirs spéciaux. Ce n'est plus de l'aveuglement, c'est du mensonge et de la trahison : c'est la collaboration ouverte avec les tortionnaires Lacoste et Massu.

Comme on le voit, Krivine a de grands maîtres, et qui ont fait leurs preuves ! En vérité les manipulateurs et les stratèges du débordement se révèlent tôt ou tard traîtres à la classe ouvrière et à l'internationalisme prolétarien.

Pour ce concerne Mitterrand je signale qu'il fut, de 1952 à 1954, de ceux qui poussèrent à la création de la Communauté européenne de défense — la fameuse C.E.D. — organisation militaire intégrée, sous tutelle U.S., des pays capitalistes occidentaux. Il agit avec discrétion en faveur de ce projet de l'impérialisme yankee, certes, car les masses populaires étaient violemment hostiles à ce projet qui échoua finalement. Mais il est possible d'en retrouver le témoignage dans la composition du « Conseil » de l'union française des fédéralistes qui, à l'époque, organisa une campagne de propagande intensive pour la C.E.D. avec des moyens « non précisés » : le président de cette association était l'académicien ultra-réactionnaire Jules Romains, les vice-président étaient Yvon Delbas, Paul Ribeyre, Robert Buron et François Mitterrand, tous députés et anciens ministres. Le président du « Comité exécutif » était Henri Frenay (encore lui !)

Le 21-4-74

Des lecteurs nous écrivent...

Strasbourg : LE SOCIAL- FASCISME A L'ŒUVRE

Chers Camarades,

Comme l'a fait savoir très complaisamment toute la presse bourgeoise, Mitterrand-la-Françisque a commencé sa campagne électorale par un meeting au Palais des Fêtes à Strasbourg. Appliquant la ligne offensive de dénonciation du révisionnisme, nous avons tiré un tract dénonçant les « socialistes » et vendu l'H.R. n° 226 :

« Qui est Mitterrand ? »

Nous sommes arrivés sur les lieux environ une 1/2 heure avant le début du meeting. Nous avons largement sous-estimé l'influence de ce traître : devant la foule immense, nous avons encore plus compris notre devoir révolutionnaire, la nécessité absolue de dénoncer le rôle contre-révolutionnaire du programme commun. D'ailleurs d'autres événements allaient surgir rapidement confirmant la justesse de notre combat anti-révisionniste, anti-électoraliste.

En effet les révisionnistes avaient envoyé une bonne vingtaine de leurs militants vendre « l'Humanité » : leur style de vente fut particulièrement agressif et arrogant et autant que nous ayons pu en juger leur style pseudo-révolutionnaire, loin de leur attirer la sympathie, a écarté les larges masses de ces excités. A l'opposé, le soin que nous avons pris à avoir une attitude modeste et correcte n'a pas tardé à nous valoir l'intérêt de nombreux jeunes et des quelques travailleurs qui vinrent à ce meeting. En très peu de temps, nous avons distribué tous nos tracts (à environ 1/3 de l'assistance) et vendant la quasi-totalité des H.R. disponibles. Cette situation ne plut pas aux excités de l'UEC, et ils ne tardèrent pas à nous agresser ouvertement.

— Tout d'abord, ils saisirent un de nos camarades par le collet en serrant fortement et en lui hurlant les yeux exorbités : « On vous fera la peau et particulièrement à toi ». Suivirent toute une série d'injures (sales flics payés par le gouvernement, fumier de gauchistes, minables, etc.).

— Puis ce fut une camarade qui fut « courageusement » attaquée par derrière en vue de lui arracher les tracts : comme elle opposait de la résistance et ne lâchait pas les tracts, les révisos lui tor dirent très violemment le poignet. Au préalable, ils avaient pris soin d'isoler la camarade du reste de notre groupe (n'oublions pas que très nombreux ils pouvaient facilement nous encercler dans cette foule dense).

— Nous avons sur le champ dénoncé le comportement social-fasciste de ces faux « marxistes ». Il est à remarquer que les militants trotskystes et les opportunistes de Front Rouge n'eurent absolument pas à affronter une telle répression. Il faut dire que leur

propagande servait complètement la ligne contre-révolutionnaire du programme commun.

Camarades, nous avons tenu à vous faire part de ces quelques incidents (qui ne sont pas très importants quand on pense aux agressions beaucoup plus violentes perpétrées en Pologne ou de plus en plus en France même), pour attirer l'attention des marxistes-léninistes sur deux points :

— il ne faut pas sous-estimer l'influence profonde dont jouissent encore les révisionnistes au sein des masses populaires et il faut plus que jamais passer à l'offensive ;

— il faut dénoncer sans relâche leur comportement social-fasciste, n'hésitant pas à agresser les révolutionnaires et les travailleurs. Le plus sûr pilier de la fascisation, c'est le révisionnisme moderne.

Saluts communistes.

Correspondant H.R.

UNE BONNE INITIATIVE

Camarades,

Je suis un lecteur assidu de « H.R. » depuis bientôt deux ans. Au milieu d'un tas de torchons gauchistes et révisos, H.R. m'a toujours intéressé. Au début, je me croyais seul, puis petit à petit au lycée et ailleurs, j'ai rencontré pas mal de lecteurs comme moi. Ça va du salarié en passant par les lycéens jusqu'aux profs. Pourtant, j'habite dans les Ardennes, ce n'est guère réputé comme « coco », à part les régions industrielles (la Vallée de la Meuse). J'ai dévoré votre numéro « 226 » et comme à beaucoup de monde, je l'ai trouvé très bon, sur la mise au point des élections. Le P.C.F. est bien pourri : S'allier avec les plus anti-communistes, les plus anti-ouvriers qu'il soit !

Mais ce n'est pas à moi de vous apprendre des choses, la position de classe suffit. Alors, j'ai décidé de faire une petite collecte dans mon bahut et chez des copains. Je n'ai demandé que 20 centimes par tête. Et le résultat se monte à 6 F. C'est modeste, mais de prochaines souscriptions vont venir !

Merci et bon combat !

Vive H.R. !

Par manque de place, nous n'avons pas publié la souscription des semaines précédentes.

Nous publierons dans notre prochain numéro les totaux des souscriptions.

3 MOIS : 12 NUMEROS, 6 MOIS : 26 NUMEROS 1 AN : 52 NUMEROS

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger :			
	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

COMMUNIQUE DE L'HUMANITE ROUGE

"LIBERATION" ET LA CENSURE

Le quotidien « Libération » prétend ouvrir ses colonnes à toutes les tendances « révolutionnaires ». Donc naïvement, certains collaborateurs de « Libération » et la masse de ses lecteurs s'imaginent qu'effectivement il en va ainsi. Ne voit-on pas les anarchistes parler en bonne place à côté des trotskistes ? Mais collaborateurs honnêtes de « Libération », lecteurs sincèrement révolutionnaires de ce journal, on vous trompe, on vous abuse. L'« apolitisme » de « Libération » s'arrête là où se pose la question de l'information exacte sur les communistes marxistes-léninistes. Déjà « Libération » a laissé pointer le bout de son nez anti-chinois, notamment sous la plume de Philippe Gavi, et cela a légitimement suscité l'indignation de certains rédacteurs et lecteurs.

« Libération » aujourd'hui récidive, mais par rapport à la situation intérieure. On sait que les vrais responsables de ce journal n'ont jamais tenu à faire beaucoup de publicité aux communistes marxistes-léninistes de France de l'Humanité-Rouge. Cependant on aurait pu croire qu'à l'occasion de la campagne présidentielle et de la question qu'elle pose à tout révolutionnaire, « Libération », dans un souci d'information complète, aurait signalé la position UNIQUE de l'Humanité-Rouge contre l'électoratisme, contre Mitterrand, pour l'ABSTENTION. Non seulement il n'en a rien été, mais « Libération » a joué un rôle actif pour semer la confusion sur la seule réponse juste à la mystification électorale en cours.

Dès la mort de Pompidou, en effet, l'Humanité-Rouge et la Gauche révolutionnaire faisaient savoir à la rédaction de « Libération » qu'ils appelleraient pour le 1^{er} mai à une manifestation de la République au Père-Lachaise afin de regrouper le courant anti-électoratiste qui se développe dans notre peuple. Ce communiqué, transmis à trois reprises, n'est jamais passé. Inquiets de l'audience que pouvait avoir cette initiative, les vrais responsables de « Libération » ont attendu une riposte trotskiste à laquelle ils ont donné le plus large écho : ceux-ci, pour semer la confusion et

dévoier le mouvement anti-électoratiste, ont appelé à une manifestation au même endroit et à la même heure que l'Humanité-Rouge, la Gauche révolutionnaire et de nombreuses organisations de masse anti-impérialistes. Malgré plusieurs protestations auprès de la rédaction de « Libération », nous n'avons pu obtenir de mise au point. Qui plus est, « Libération » du lundi 29 avril publie le communiqué suivant :

« Le 1^{er} mai, vous pouvez rejoindre :
 ● La manif de la République appelée par le F.C.R., Lutte ouvrière, Révolution, le M.L.A.C. (qui fixe un rendez-vous secondaire à 9 h 30 angle bd Voltaire, place de la République), le comité Chili, le Syndicat des travailleurs intérimaires et le Comité de lutte des maîtres-auxiliaires (qui appellent à un rendez-vous secondaire devant les Magasins réunis, rue du Temple), le P.S.U., l'A.M.R. et les comités du 20 mai appellent à un rendez-vous à 9 h 30 square du Temple ;

● Vous pouvez aussi aller place des Fêtes à 10 heures rejoindre l'U.C.F.-M.L. ;

● Les signataires de « Pour qu'une force s'assemble » appellent eux à une manif à Barbès, avec un rendez-vous pour les gens du 13^e, place Jeanne-d'Arc, à 9 heures.

Et l'après-midi, il y a la fête de l'Union de la gauche à la Courneuve. » Alors pourquoi les vrais responsables de « Libération », ceux qui en fin de compte décident de la ligne politique du journal (car il y en a une), font-ils un tel silence sur l'action des communistes marxistes-léninistes ? Auraient-ils peur comme les dirigeants révisionnistes du P.C.F. ? Collaborateurs honnêtes et dévoués de « Libération », lecteurs révolutionnaires prolétariens de ce journal, posez publiquement la question, exigez une réponse !

Pourquoi « Libération » fait-il tant de tapage autour des candidatures trotskistes et rien autour de l'action menée par les marxistes-léninistes ?

FRONT ROUGE



journal de combat marxiste-léniniste

Paris le 23 avril 1974

Avertissement sérieux N°2
 Aux rédacteurs de l'Humanité Rouge.

Messieurs,

La création du Parti Communiste Révolutionnaire (Marxiste - Léniniste) a suscité de votre part un regain de falsifications, de calomnies et de ragots qui prennent de plus en plus l'allure de dénonciations policières, en particulier les articles des deux derniers numéros de votre journal cherchant à attaquer notre Congrès Constitutif.

De l'opportunistisme au scissionisme, du scissionisme au trotskisme, et du trotskisme à la dénonciation policière, votre dégénérescence est logique.

Mais sachez que fidèles à l'expérience du mouvement communiste international, nous ne tolérerons pas que vous portiez préjudice à notre Parti par des dénonciations ou des provocations policières.

En espérant qu'il n'est pas encore trop tard pour vous arrêter dans cette voie, nous vous invitons à méditer ces lignes du Président Mao Tsé Toung :

« Tracez deux lignes de démarcation. D'abord entre la révolution et la contre-révolution, entre Yanan et Spang...
 ... Naturellement, pour tracer correctement ces lignes, il est indispensable de faire d'abord une étude et une analyse minutieuses. Notre attitude à l'égard de chaque personne et de chaque question doit être l'analyse et l'étude. »

Le Bureau Politique

du

Parti Communiste Révolutionnaire (M.L.)

PROVOCATION RÉVISIONNISTE

Nous avons reçu la lettre ci-dessous.

De toute évidence il s'agit d'une provocation de l'appareil parallèle policier du Parti « communiste » français.

Son but vise à nous contraindre à changer l'attitude de principe que nous avons adoptée vis-à-vis des militants de l'organisation « Front Rouge », devenue « Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste ».

Cette provocation est une tentative d'exacerber les contradictions nées entre ces militants et nous-mêmes. Mais nous ne tomberons pas dans un piège aussi grossier et conserverons la conviction que nos contradictions avec les camarades du P.C.R. (ml) sont des contradictions « au sein du peuple ».

Nous attendons du Bureau politique du P.C.R. (ml), où siège un homme averti capable de déjouer de telles provocations, qu'il fasse, de son côté, la mise au point qui s'impose.

Vigilance, Camarades !

Notre cible CENTRALE, c'est le révisionnisme moderne !

Des échos de nos lecteurs

Chers Camarades,

Les scissionnistes du groupe « Front Rouge » qui ont lésé le développement des forces marxistes-léninistes ces dernières années à Lyon viennent de manifester leur esprit scissionniste et anti-parti en créant un soi-disant P.C.R. (m.l.).

Pendant des années, ils ont propagé des idées de division en prétendant être les vrais continuateurs du PCMLF interdit en 1968.

De ce fait, ils ont contribué à écarter de la vie politique bon nombre de militants de Lyon ou d'ailleurs (dont moi-même) qui étaient désorientés de voir coexister plusieurs organisations se réclamant du PCMLF.

La page est désormais tournée. Il n'y a plus d'ambiguïté sur qui représente réellement le parti de la classe ouvrière. L'« Humanité Rouge » apparaît plus que jamais l'avant-garde du prolétariat et sort renforcée des luttes qui ont été menées contre elle.

« Front Rouge », empêtré dans les contradictions de sa ligne gauchiste et dogmatique vient de faire une véritable fuite en avant en créant son parti légal à l'instar de n'importe quel groupe trotskyste. Il n'y a pas de doute que la classe ouvrière ne reconnaîtra pas un tel parti pas plus d'ailleurs que le mouvement communiste international.

C'est pourquoi, je pense qu'il s'agit de continuer le combat et d'intensifier l'effort en vue de regrouper et d'unifier tous les marxistes-léninistes véritables autour du parti authentique de la classe ouvrière.

Vive le PCMLF !
 Vive « l'Humanité Rouge » !
 A bas le révisionnisme et le gauchisme !
 Vive le marxisme-léninisme !
 Un sympathisant de l'H.R.

Chers Camarades

Nous avons appris par la presse écrite et radiotélévisée qu'un certain Roustan était candidat à la présidence de la République sous l'étiquette « Marxiste-Léniniste ».

Cette candidature présentée d'une telle manière, nous a vivement choqué car nous ne pouvions admettre qu'après la définition de la ligne politique qui est la nôtre et qui consiste notamment à mener le juste combat contre les illusions de l'électoratisme, un brusque changement se produise, mettant les marxistes-léninistes sur

des positions équivalentes à celles du trotskysme.

Aussi c'est avec une profonde satisfaction que nous avons pris connaissance dans « H.R. » du 18 avril de l'article relatif à la création d'un « Parti Révolutionnaire (M.-L.) », article qui dénonce le jeu honteux des fractionnistes de « Front Rouge » qui depuis très longtemps déjà sont chargés de la mission de diviser les authentiques marxistes-léninistes fidèles à la ligne classe contre classe.

Dans notre région, nous avons eu l'occasion à diverses reprises, de mettre en garde la direction « d'H.R. » contre les diviseurs recrutés parmi les groupes instables de l'intelligentsia pseudo révolutionnaire.

Bien que peu nombreux, ces éléments téléguisés qui sait d'où et sensibles à l'arrivisme politique doivent être dénoncés avec vigueur. Nulle concession ne doit leur être faite.

En s'arrogeant du titre de « Marxiste-Léniniste » ces individus, dont l'hypocrisie est évidente, ont, en cherchant à semer la confusion, joué à la fois le jeu des partis bourgeois de la « droite classique » et le jeu du révisionnisme moderne qui n'est qu'une ressurection du social-démocratisme.

Nous félicitons donc HR pour la mise au point qui a été faite comme nous la félicitons pour l'article pertinent signé Jacques Jurquet qui dénonce comme il se doit François Mitterrand ex-collabo et serviteur zélé, depuis plus de trente ans de la bourgeoisie monopoliste.

Recevez, chers Camarades, l'expression de nos sentiments fraternels et communistes.

Les Amis d'Humanité Rouge de Sète

Commandez

notre brochure

le défi révisionniste

(André Colère)

Prix : 2 F (port compris)

LES RÉVISIONNISTES ET LES PRÉSIDENTIELLES

Une politique réactionnaire au service du social-impérialisme

Dans la « lutte pour créer les conditions d'application du Programme commun » qui lui-même n'est qu'un pas permettant les « conditions de réalisations du socialisme », c'est-à-dire à l'heure actuelle dans la course aux présidentielles, les dirigeants révisionnistes font des

efforts désespérés pour étouffer les divergences importantes qui se sont manifestées, et ce depuis le début de l'élaboration du Programme commun, avec les socialistes. Leurs silences sont bien souvent plus éloquents que leurs discours et ce n'est pas peu dire.

que la France assure sa sécurité et contribue activement à l'organisation de la paix dans le monde ». Mais alors, M. Marchais, pourquoi, comme première manifestation concrète de la sécurité de la France, réclamer le désarmement unilatéral de notre pays ? Est-ce là une manière d'assurer notre indépendance contre un agresseur, d'où qu'il vienne ? La France doit donner l'exemple, mais pourquoi justement la France devrait-elle désarmer lorsque les autres intensifient leurs armements dans tous les domaines, lorsqu'ils se livrent à une course effrénée et, pour les sociaux-impérialistes, à une militarisation forcée. La conférence sur le désarmement ou les négociations SALT piétinent et n'avancent pas, car aucune des deux superpuissances ne souhaite réellement parvenir à un accord qui limiterait leurs capacités militaires, capacités nécessairement offensives. A qui fera-t-on croire que les chars soviétiques basés en Tchécoslovaquie, en Pologne ou en Hongrie sont destinés à protéger le territoire de l'U.R.S.S. ? N'est-ce pas là, en plus d'une application de la doctrine Brejnev de la « souveraineté limitée », une manifestation concrète des visées agressives et expansionnistes des nouveaux tsars. Comment croire à la sincérité de gens qui n'ont que les mots « paix » et « détente » à la bouche et qui ne sortent que chars et missiles de leurs chapeaux. Ils parlent de désarmement ? Comme l'ont demandé nos camarades chinois, qu'ils montrent leur bonne volonté par un geste simple : qu'ils rapatrient les chars d'occupation en Tchécoslovaquie ou retirent leurs troupes enserrant la Chine, en Mongolie. Au lieu de cela, ils ne font que propositions destinées à tromper, la dernière en date réclamant la dissolution des deux blocs militaires (O.T.A.N. et pacte de Varsovie) et le maintien du statu quo militaire en Europe, proposition activement soutenue par les révisionnistes français et qui ne coûte rien aux révisionnistes de Moscou puisqu'ils ont déjà en Europe la supériorité militaire et que le maintien du statu quo ne pourrait donc se faire qu'en leur avantage.

Mais Marchais peut bien parader et dire qu'il « considère que les choses vont bien » dans la mesure

« où le candidat commun de la gauche appuie sa campagne sur les orientations fondamentales du Programme commun », il ne peut empêcher que socialistes et révisionnistes soient en désaccord sur cette question. Les révisionnistes veulent la suppression de la force de frappe française, les socialistes veulent conserver les acquis actuels de cette force de frappe. Quel est le but des révisionnistes ?

La force de frappe française est principalement dirigée contre l'URSS et une aventure militaire en France dans ces conditions se solderait par de rudes pertes du côté russe. D'autant que le peuple français ne saurait de toute façon tolérer la présence d'un occupant sur le territoire national. D'autres en ont déjà fait l'expérience. Quel est alors le rôle du P.«C.»F. ? Les dirigeants révisionnistes français qui ne souhaitent que servir de leur mieux leurs maîtres sociaux-impérialistes ne peuvent qu'appliquer en France ce qui tactiquement sert aux sociaux-impérialistes de Moscou dans leur lutte pour l'hégémonie mondiale. Ils se doivent à l'heure actuelle d'aider les nouveaux tsars du Kremlin à s'emparer de leur objectif stratégique, l'Europe, et on en trouve la preuve concrète dans les positions défendues par le P.«C.»F., que ce soit à propos du Moyen-Orient, de la conférence sur la sécurité européenne, de l'indépendance nationale, et la liste serait longue puisque chaque position défendue par les révisionnistes français est nécessairement le reflet d'un rapport qui les lie au social-impérialisme russe. C'est ce qui fait l'importance de la question du P.«C.»F. en France, parti dont l'idéologie bourgeoise qu'il propage est dominante chez la masse de notre peuple, et parti lié intimement à un impérialisme étranger. C'est donc ce qui fait l'importance du Programme commun car le P.«C.»F. est un élément moteur de ce programme. C'est ce qui fait aussi l'importance de ces présidentielles dans lesquelles la question de la politique extérieure est en définitive primordiale. Chaban-Delmas lui-même le dit, et dans lesquelles les révisionnistes voient un nouveau moyen de faire passer leur propagande réactionnaire de soumission à la clique Brejnev.

(suite page 3)

DU MOYEN-ORIENT...

Ainsi, il est impossible de trouver dans les colonnes de « l'Humanité » une réponse ou ne serait-ce qu'une allusion aux propos de Defferre, ce vieux politicien anti-communiste, sur les D.O.M.-T.O.M. Et ce n'est pas là un hasard. Révisionnistes comme socialistes ne veulent pas entendre parler d'indépendance des colonies de l'impérialisme français : il n'y a pas là-dessus divergences réelles.

De même, « l'Humanité » n'a pas dénoncé les propos pro-sionistes qu'a tenu François Mitterrand et pour cause : le Programme commun prévoit la reconnaissance de l'Etat d'Israël en bafouant les droits imprescriptibles du peuple palestinien. Aussi lorsqu'un Mitterrand, membre dirigeant d'un Parti socialiste lui-même membre d'une Internationale « socialiste » dont le Parti au pouvoir en Israël est membre, qui a activement soutenu les sionistes durant la guerre du Kippour, parle de reconnaître l'Etat sioniste et raciste d'Israël, les révisionnistes disent qu'ils « soutiennent un candidat qui promet l'application du Programme commun à long terme ». Là encore, il n'y a pas réellement divergence. D'autant plus que le social-impérialisme a perdu des points au Moyen-Orient et continue à en perdre : L'Egypte dénonce les pressions politiques des sociaux-impérialistes, notamment en ce qui concerne les livraisons d'armes et annonce qu'elle ira se fournir ailleurs ; la Syrie mène des combats incessants sur les hauteurs du Golan, les patriotes palestiniens ne désarment pas et poursuivent leur guerre de résistance contre les sionistes. La conférence

de Genève, où les nouveaux tsars voulaient que se règlent tous les problèmes sans tenir compte de la volonté des peuples arabes, était une pièce importante du jeu diplomatique russe dans la lutte qui l'oppose à l'impérialisme U.S. Et cette pièce importante est depuis longtemps totalement paralysée. Or elle devait déboucher notamment sur la reconnaissance par l'U.R.S.S. de l'Etat sioniste. Dans l'immédiat, Kissinger, l'homme de main de Nixon, retourne faire un séjour là-bas pour essayer de « régler » le conflit du Golan qui est une vraie poudrière. Dans la situation actuelle, la question du Moyen-Orient est d'une importance extrême. En effet, la superpuissance qui réussirait à tenir le Moyen-Orient, tiendrait par là-même les principales sources d'énergie de l'Europe. L'Europe est l'enjeu stratégique de la rivalité et de la lutte pour l'hégémonie entre les deux superpuissances, et sa possession par l'une d'entre elle affaiblirait à ce point l'autre qu'elle assurerait une suprématie décisive. C'est pourquoi, dans la campagne présidentielle en France, la politique préconisée par l'un ou l'autre candidat est d'importance et est à apprécier en relation avec la contradiction qui oppose les deux superpuissances. Les dirigeants du P.«C.»F. qui, en dernière analyse, ont une attitude objective de soutien aux sionistes, ne le font que parce que cela sert les intérêts des sociaux-impérialistes de Moscou. Il n'y a qu'à voir leur insistance à ce qu'il y ait une solution politique au problème « dans le cadre de la conférence de Genève » et leurs oublis concernant les droits et la juste lutte du peuple palestinien.

... A L'INDEPENDANCE NATIONALE

Nous n'ironiserons pas sur la courtoisie dont ont fait preuve entre eux Mitterrand et Chaban lors d'un récent débat radiophonique. Mitterrand comme Chaban préfèrent réserver leurs coups à Giscard. Sans doute en souvenir de ministères communs. Toujours est-il et ce n'est plus là une simple question de tactique, qu'après l'interview de Michel Jobert au « Monde », interview qui précisait notamment qu'en ce qui concerne la politique extérieure, le futur président serait contraint de poursuivre celle du président Pompidou, Mitterrand a déclaré être d'accord avec ces propos. Depuis, Jobert a appelé à voter Chaban. Qu'ont dit nos révisionnistes à ce sujet ? En substance, que Jobert brade notre indépendance nationale, la vend au plus offrant, sous-entendu l'impérialisme U.S. Pourquoi « l'Humanité » n'a-t-elle pas rendu compte des opinions de Mitterrand ? Sur un sujet aussi important, certainement pas par oubli. C'est que là aussi, l'accord reste encore fragile. Aussi fait-on une large publicité aux propositions de Mitterrand de développer la coopération avec l'Est, en particulier en participant de manière « constructive » à la conférence de

sécurité européenne, c'est-à-dire en s'alignant sur les révisionnistes, et cela est pour nous, marxistes-léninistes, une chose négative, mais aussi fait-on d'un autre côté une censure totale à toute position de soutien, fut-elle du bout des lèvres, à la politique étrangère menée par Jobert : politique qui jusqu'à présent, par son caractère de lutte contre la double hégémonie, présentait pour nous, marxistes-léninistes, des aspects positifs dont nous devons tactiquement tenir compte.

Et ce sont nos révisionnistes, chargés de perpétuer au sein de notre peuple l'admiration qu'il pouvait porter au premier pays socialiste du monde et de la transformer en un soutien au social-impérialisme russe qui n'a plus de « soviétique » que le nom, qui se proclament les meilleurs défenseurs de la « patrie » et de son indépendance nationale. Parmi les quatre grands objectifs du Programme commun, tels qu'ils ont été définis le 11 avril par Marchais lors du meeting fêtant le soixante-dixième anniversaire de « l'Humanité », le quatrième objectif est le suivant : « Indépendance nationale et coopération internationale, de façon à ce

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris Long. d'onde en m.

6 h
16 h
17 h sur 31 et 42 m ;
19 h
21 h
22 h sur 31, 42 et 215' m ;
23 h 30 sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris Long. d'onde en m.

19 h 30 - 20 h 30	.. sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	.. sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	.. sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	.. sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

